

## Burundi : au moins 3 tués dont un colonel retraité la nuit de mardi à mercredi

PANA, 25 mai 2016 Bujumbura, Burundi - Au moins trois personnes, dont le colonel à la retraite des forces armées burundaises, Lucien Rufyiri, ont été tués à travers le pays dans des attaques séparées d'individus non-identifiés 24 heures après la fin du premier round des consultations régionales de paix sur la crise au Burundi, tenues du 21 au 24 2016, à Arusha, en Tanzanie, apprend-on de source sécuritaire dans la capitale burundaise.

Le regain d'insécurité vient doucher les espoirs de paix tant suscités par l'entrée en scène d'un nouveau dans la crise burundaise et ancien président de la Tanzanie, Benjamin William Mkapa, avec un mandat de la Communauté de l'Afrique de l'est/East african community(Cae/Eac). Les informations à chaud indiquent que le colonel à la retraite a été abattu par balles d'inconnus qui l'attendaient, mercredi en fin de matinée, à l'entrée de son Ngagara, l'un des quartiers de Bujumbura qui sont toujours fortement engagés, l'année dernière, dans les manifestations rue contre le troisième mandat présidentiel auquel l'opposition associe généralement la crise du moment au Burundi.

Plus à l'intérieur du pays, resté relativement calme, un officier de police judiciaire (Opj), Laurent Sinzinkayo, et deux autres civils ont été également tués, dans la nuit de mardi à mercredi, suite à une attaque armée non revendiquée près de Mworo, une province du centre du Burundi, rapporte les correspondants de presse sur place. Au sud du pays, dans la province de Rumonge, les mêmes sources signalaient, mercredi, la mort d'une personne et au moins deux autres blessés, toujours dans la nuit de mardi à mercredi, suite à une autre attaque armée d'individus non identifiés.

Le Burundi vit une situation sécuritaire volatile depuis son entrée dans une crise politique, vers la fin du mois d'avril 2015 marquée, au départ, par des violences de masse, puis par des assassinats ciblés dirigés à la fois contre militaires et policiers ainsi que les civils et les administratifs à la base. Les consultations séparées, qui viennent de s'achever à Arusha ont permis de fixer un nouveau rendez-vous entre le médiateur tanzanien et les différents acteurs politiques burundais, avant la fin du mois de juin prochain. Dès lors, le médiateur compte rencontrer d'autres acteurs politiques burundais qui n'avaient pas pris part aux consultations d'Arusha pour une raison ou une autre, est-il entendu.

Le Conseil national pour la défense de l'accord de 2000, à Arusha, sur la paix et la réconciliation et la restauration de l'Etat de droit (Cnared, principale plateforme de l'opposition) avaient boudé les récentes consultations pour ne pas être invités en tant qu'entité politique unique reconnue comme telle. Le facilitateur du dialogue inter burundais n'est plus invité les responsables des différents mouvements rebelles armés nés de la crise du moment au Burundi. Ce n'est qu'après le tour complet des différents protagonistes de la crise que le médiateur envisage la confrontation d'identité pour le moment tranchées entre les « Pour » et les « Contre » le troisième mandat présidentiel, dit-on dans son entourage.

Au terme du premier round des discussions, le médiateur de la Communauté de l'Afrique de l'est/East african community(Cae/Eac) s'est dit encouragé de trouver auprès des acteurs politiques burundais, l'esprit patriotique, la courtoisie et l'envie de trouver une solution rapide et négociée à la crise. Le médiateur tanzanien jouit d'un plein soutien de la Communauté internationale qui avait déployé, à Arusha, un grand nombre d'envoyés spéciaux, dont des Nations unies, de l'Union africaine (Ua), de l'Union européenne (Ue), de la conférence internationale pour la région des Grands Lacs (Cirgl), mais aussi des représentants de certains pays les plus impliqués dans la résolution de la crise burundaise, comme les Etats-unis d'Amérique et la Belgique.